

BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL DE L'EUROPE

APPEL D'OFFRES PUBLIC

N°2021/02/CEB/TAM/P-CS

MAINTENANCE ET PETITS TRAVAUX

**Avis de Marché
Valant
Règlement de consultation (RC)**

Date limite de remise des offres : 18 Octobre 2021, à 12h00 (heure de Paris)

Règlement de la consultation

Le présent document définit les conditions de remise des offres.

Article 1. Présentation de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe

La Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB) est une banque multilatérale de développement à vocation sociale. Créée en 1956 afin d'apporter des solutions aux problèmes des réfugiés, elle s'est depuis lors adaptée à l'évolution des priorités sociales, pour mieux contribuer au renforcement de la cohésion sociale en Europe.

La CEB représente un instrument majeur de la politique de solidarité européenne, en vue d'aider ses 42 États membres à atteindre une croissance durable et équitable : elle participe ainsi au financement de projets sociaux, répond aux situations d'urgence et concourt par là même à l'amélioration des conditions de vie des populations les moins favorisées.

La CEB concourt à la réalisation de projets d'investissement à caractère social au travers de trois lignes d'action, à savoir :

- La croissance durable et inclusive,
- L'intégration des réfugiés, des personnes déplacées et des migrants,
- L'action pour le climat : développement de mesures d'atténuation et d'adaptation.

La CEB procède d'un Accord partiel des États membres du Conseil de l'Europe et est soumise, de par son Statut, à la "haute autorité" de celui-ci. La Banque est ainsi le premier des Accords partiels à avoir été signé, par huit pays, le 16 avril 1956.

La CEB agit en conséquence dans le cadre du Conseil de l'Europe et soutient ses priorités. Elle dispose néanmoins d'une personnalité juridique distincte et d'une entière autonomie financière.

La Banque compte environ 209 personnes de 33 nationalités différentes. Tous les employés sont basés à Paris. Les deux langues officielles sont le français et l'anglais.

Article 2. Objet du marché

2.1 Objet du marché

Le présent appel d'offres a pour objet de procéder à la sélection de prestataires pour la réalisation de travaux de maintenance des locaux de la Banque de Développement du Conseil de l'Europe (CEB), située au 55 avenue Kléber à Paris 16^{ème}.

2.2 Allotissement du marché

La CEB recherche des partenaires qui prendront en charge, sur une base non exclusive, les différents projets de travaux de maintenance de ses locaux.

Les travaux concernent les lots suivants :

- Lot 1 : Peinture / sols souples ;
- Lot 2 : Faux plafonds / Carrelage / Cloisons / Plâtrerie ;
- Lot 3 : Electricité (avec astreinte) ;
- Lot 4 : Plomberie (avec astreinte) ;
- Lot 5 : Menuiserie (intérieure et extérieure).

Les lots 1 et 5 seront multi-attributaires (2 titulaires maximum). Les autres lots n'auront qu'un seul titulaire par lot.

Chaque lot fait l'objet d'un contrat cadre séparé.

Un candidat peut soumissionner à un ou plusieurs lots. Dans ce cas, chaque lot fera l'objet d'un dossier distinct.

Les offres seront appréciées lot par lot. Les candidats ne peuvent présenter des offres variables selon le nombre de lots susceptibles d'être obtenus.

2.3 Restrictions à la participation

Tout soumissionnaire ou expert proposé, ayant été embauché pour fournir des services pour la préparation de la procédure de passation de marché, tels que l'élaboration et/ou la rédaction du cahier des charges et/ou d'autres documents de la présente procédure, sera disqualifié pour soumettre une offre et/ou participer au processus de sélection pour le présent appel d'offres.

L'équité et la transparence de la procédure de passation de marché exigent que les soumissionnaires et les experts qu'ils proposent dans le cadre de l'appel d'offres, ne tirent pas un avantage concurrentiel de prestations antérieures directement liés à la présente procédure.

2.4 Critères d'exclusion

La CEB exclura également de la procédure d'attribution du marché le candidat ou le soumissionnaire qui :

- a) est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire ou dans toute situation analogue ;
- b) a fait l'aveu de sa faillite ou fait l'objet d'une procédure de liquidation, de réorganisation judiciaire ou de toute autre procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- c) a fait l'objet d'une condamnation pour tout délit affectant sa moralité professionnelle ;
- d) a commis une faute grave en matière professionnelle ;
- e) n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ;
- f) n'est pas en règle avec ses obligations relatives au paiement de ses impôts et taxes.

Les entreprises intéressées peuvent utiliser tous les moyens dont elles disposent pour démontrer qu'elles ne sont pas dans de telles situations, de préférence, des certifications judiciaires sur l'absence de condamnations pénales et des déclarations ou des certificats judiciaires en rapport avec l'absence de procédures de faillite contre la société. Si une entreprise ne peut pas obtenir ces certifications, elle pourrait les remplacer par une déclaration jurée/solennelle faite devant une autorité judiciaire ou un notaire ou, à défaut, une déclaration solennelle faite devant une autorité administrative ou un organisme professionnel qualifié dans le pays d'établissement. Les offres des soumissionnaires qui ne présentent pas lesdites certifications ou déclarations pour démontrer qu'elles ne sont pas dans de telles situations seront écartées.

Si le soumissionnaire sélectionné a remplacé les certifications par des déclarations jurées/solennelles, la CEB se réserve le droit de demander des certifications avant la signature du contrat.

2.5 Critères d'éligibilité et admissibilité

Les candidats souhaitant participer au présent appel d'offres devront compléter la grille de sélection incluse dans le 1er onglet du fichier Excel « grille d'évaluation ».

Les candidatures ne répondant pas aux conditions minimales obligatoires seront écartées et ne seront, par conséquent, pas évaluées.

2.6 Procédure de passation du marché

La présente procédure est un Appel d'Offres Public.

2.7 Montant du marché

Sans objet.

2.8 Durée du marché

Le marché sera conclu pour une durée ferme de trois (3) ans, à compter de la date de signature du contrat et pourra être prolongé, quatre (4) fois, pour une période d'un (1) an, par reconduction expresse de la CEB. La reconduction sera notifiée au titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, au plus tard trois (3) mois avant la date anniversaire. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction de son marché.

2.9 Calendrier Prévisionnel

Visite des locaux	Du 13 Septembre au 4 Octobre 2021 à 18h
Date limite de soumission des questions à la CEB	8 Octobre 2021
Date limite de réponse aux questions par la CEB	13 Octobre 2021
Date limite de soumission des offres	18 Octobre 2021 à midi ¹
Notification	A partir du 15 Novembre 2021
Signature du contrat	A partir du 26 Novembre 2021
Démarrage des prestations	1er Mars 2022

¹ Heure de Paris

2.10 Lieux d'exécution des prestations

Les missions se dérouleront pour l'essentiel au siège de la CEB situé 55 avenue Kléber, 75116 Paris. La CEB n'exclut pas que certaines missions puissent concerner et/ou se dérouler sur un autre site à proximité (parkings, ...).

2.11 Visite des locaux (Obligatoire)

Préalablement à la rédaction de son offre le candidat devra effectuer obligatoirement une visite des locaux afin d'apprécier l'étendue des prestations à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution.

Le candidat devra demander un rendez-vous via la plate-forme <https://coebank.e-marchespublics.com>

La visite de site devra avoir eu lieu avant le 4 Octobre 2021(18h00).

Article 3. Conditions de l'appel d'offres

3.1 Composition du dossier d'appel d'offres

Le dossier de consultation comprend :

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;
- Et ses Annexes:
 - *Le Cahier des Clauses Techniques (CCT) et ses annexes ;*
 - *La grille d'évaluation (incluant la grille de sélection) ;*
 - *Le Bordereau de Prix Unitaires (BPU) ;*
 - *Le scénario de travaux du lot correspondant (sauf lot 5) ;*

- *Le projet de contrat et ses Annexes ;*
- *Le formulaire d'acceptation de la proposition contractuelle ;*
- *Le Code de conduite (à dater et signer) ;*
- *La Déclaration sur l'honneur concernant l'intégrité (à compléter, dater et signer).*

3.2 Téléchargement du dossier de consultation

Les entreprises intéressées par ce marché pourront télécharger les éléments utiles pour l'élaboration de leurs offres sur la plate-forme de dématérialisation <https://coebank.e-marchespublics.com>.

3.3 Offres

Les dossiers d'offre des soumissionnaires seront entièrement rédigés en langue française et exprimés en euros.

Tous les éléments contenus dans les soumissions seront considérés comme des engagements contractuels.

L'offre doit comprendre une offre technique et une offre financière et celles-ci doivent être soumises dans des documents séparés (voir article 4.1). Le non-respect des exigences de l'article précité constituera une erreur formelle et pourra entraîner le rejet de l'offre.

Les prix de soumission doivent couvrir tous les frais nécessaires à l'exécution complète des prestations (transport, assurances, mise en service éventuelle, garanties, spécifications propres aux prestations considérés etc.) tels que définis par le cahier des clauses techniques et le projet de contrat incluant ses annexes.

3.4 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date de remise des offres.

3.5 Informations complémentaires avant la date limite de soumission des offres

Tous les contacts entre la CEB et les soumissionnaires dans le cadre de cette consultation se feront via la plate-forme de dématérialisation <https://coebank.e-marchespublics.com>.

Le soumissionnaire pourra demander tout renseignement qu'il jugerait nécessaire au plus tard le **8 Octobre 2021** à 12h00 (heure de Paris) exclusivement via la plate-forme de dématérialisation : <https://coebank.e-marchespublics.com>.

La CEB n'a aucune obligation de clarifier les questions soumises après cette date.

Tout soumissionnaire potentiel qui chercherait à organiser des réunions individuelles avec la CEB au sujet de cette procédure pendant la période d'appel d'offres pourra être exclu de la procédure d'appel d'offres.

Toute clarification sur le dossier d'appel d'offres sera communiquée simultanément et par écrit à tous les soumissionnaires au plus tard le **13 Octobre 2021**.

3.6 Acceptation et rejet des offres

La CEB se réserve le droit :

- d'accepter ou non les défauts non substantiels susceptibles d'entacher les offres ;
- de rejeter les offres reçues hors délais de soumission, sans pénalité ni justification.

3.7 Modification ou annulation de l'appel d'offres

La CEB se réserve le droit de modifier ou d'annuler tout ou partie de la consultation en tant que de besoin sans avoir à en justifier les raisons et sans que cela n'ouvre droit à indemnisation pour les soumissionnaires.

3.8 Report de la date de remise des offres

La CEB pourra à sa discrétion proroger la date limite fixée pour la remise des offres, auquel cas tous les droits et obligations de la CEB et des soumissionnaires seront régis par la nouvelle date limite.

3.9 Confidentialité

Le présent appel d'offres ainsi que toutes les informations communiquées au soumissionnaire à l'occasion de cette procédure et de la mission sont confidentiels.

Article 4. Présentation, conditions de soumission et contenu des offres

Cet appel d'offres est ouvert à tous les soumissionnaires à condition qu'ils ne figurent dans aucun des critères d'exclusion définis ci-dessous. La CEB procédera à une évaluation des offres sur la base des offres soumises dans le but d'identifier l'offre la plus avantageuse.

4.1 Présentation et condition de soumission

Les offres doivent être soumises au destinataire par les moyens et dans le délai indiqués ci-dessous :

Les dossiers d'offre devront être déposés sur la plate-forme de dématérialisation <https://coebank.e-marchespublics.com>. Le dossier sera transmis en une seule pièce jointe dans une archive au format zip. Les documents inclus dans l'archive et faisant partie de l'offre technique et financière seront fournis sous format PDF ou Excel.

Important : Le dossier d'offre devra contenir deux (2) sous-dossiers distincts, le premier pour l'**offre technique** et le second pour l'**offre financière**, respectivement nommées «**Offre Technique**» et «**Offre Financière**».

Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limite de réception (**le 18 Octobre 2021 à 12h00**), ainsi que les dossiers incomplets, ne seront pas retenus.

4.2 Contenu de l'offre

4.2.1 Informations générales

Le dossier d'offre du soumissionnaire comprendra impérativement les documents datés et signés par une personne ayant la compétence juridique pour engager la société ci-après :

- a) Une lettre du soumissionnaire précisant que tous les éléments de l'offre l'engagent contractuellement ;
- b) Le présent document (Règlement de la Consultation) signé, valant acceptation que tous les éléments de l'offre l'engagent contractuellement ;
- c) Tous les certificats identifiant le soumissionnaire, y compris son nom, son adresse, son numéro d'enregistrement (numéro SIRET si société française), sa forme juridique, ses domaines d'activité, son assurance professionnelle et tout autre document qu'il jugera pertinent ;
- d) Tout document (certificats ou déclaration solennelle) indiquant que le soumissionnaire ne fait pas l'objet :
 - d'une procédure de faillite, d'insolvabilité ou de liquidation;
 - d'un manquement aux obligations relatives au paiement des impôts ou des cotisations de Sécurité Sociale.

- e) La copie des polices d'assurance, couvrant le lot technique concerné, en cours de validité.
- f) L'offre technique (comme décrit à l'article 4.2.2 ci-dessous) ;
- g) L'offre financière (comme décrit à l'article 4.2.3 ci-dessous) ;
- h) Le formulaire d'acceptation de la proposition contractuelle renseigné et signé ;
- i) Le **Code de conduite** signé ;
- j) La **Déclaration d'intégrité** complétée et signée.

Tous les documents doivent être rédigés en français.

4.2.2 Offre technique

L'offre technique du soumissionnaire devra impérativement répondre à toutes les prescriptions techniques définies au CCT, aux critères d'évaluation des offres (cf. Grille d'Evaluation) et comprendre les éléments suivants :

- Un **mémoire technique** comprenant :
 - Une présentation de l'organisation de l'entreprise, des moyens matériels et humains affectés à ce marché, la présentation des moyens humains et des Certifications & Qualifications Professionnelles ;
 - Le soumissionnaire précisera dans son offre : les personnes pressenties pour la réalisation de la mission (CV du personnel, Organigramme fonctionnel de l'équipe dédiée au marché) ;
 - Une liste de références de projets similaires en milieu tertiaire avec des exemples concrets de réalisations (photos, descriptions) ;
 - Mesure mise en œuvre en matière de Développement Durable, en particulier concernant la prise en charge de la protection de l'environnement (cf. Grille d'Evaluation).

4.2.3 Offre Financière

Le soumissionnaire transmettra son offre financière en complétant le fichier « offre financière » (BPU / Offre financière) joint en annexe du dossier de consultation.

L'offre financière doit être présentée en euros (hors TVA).

Le coût de tout élément essentiel à l'exécution du marché mais non identifié dans l'offre est à la charge du soumissionnaire.

4.3 Modification ou retrait des offres

Les soumissionnaires peuvent modifier ou retirer leur offre par notification écrite avant la date limite de remise des offres. Aucune offre ne pourra être modifiée après ce délai.

Une telle notification de modification ou de retrait doit être préparée et soumise conformément à l'article 4.1.

4.4 Frais inhérents à la préparation des offres

Les frais supportés par le soumissionnaire pour la préparation et la soumission de l'offre ne sont pas remboursables. Tous ces frais sont à la charge du soumissionnaire.

4.5 Propriété des offres

La CEB conserve la propriété de toutes les offres reçues dans le cadre de cette procédure d'appel d'offres.

4.6 Prestations additionnelles

La CEB pourra faire appel aux fournisseurs retenus pour faire l'acquisition de prestations additionnelles, dans des conditions définies d'un commun accord avec ces derniers.

Article 5. Proposition contractuelle

Le soumissionnaire devra transmettre avec son offre le formulaire relatif à la proposition contractuelle de la CEB en indiquant l'option retenue.

La CEB n'acceptera pas les modifications proposées postérieurement à la date de clôture de la procédure.

Article 6. Evaluation des offres

L'évaluation des offres se fera en deux étapes : l'évaluation technique et, une fois celle-ci achevée, l'évaluation financière.

6.1 Evaluation technique des offres

La qualité de chaque offre technique sera évaluée conformément aux critères d'attribution et à la pondération associée tels que détaillés dans la grille d'évaluation jointe au présent dossier d'appel d'offres.

Aucun autre critère d'attribution ne sera utilisé. Les critères d'évaluation seront examinés conformément aux exigences indiquées au point 4.2.2 des instructions du présent document et au cahier des charges techniques de ce dossier de consultation.

L'évaluation des offres techniques se fera selon la procédure suivante :

Le Comité d'Evaluation examinera les offres techniques alors que les offres financières resteront closes.

Les offres seront évaluées et classées selon les critères d'évaluation définis dans la Grille d'évaluation.

Les membres du comité d'évaluation appliqueront les critères d'évaluation techniques énumérés dans la grille d'évaluation. Le comité ou ses membres ne peuvent en aucun cas modifier la grille d'évaluation technique communiquée aux soumissionnaires dans le dossier d'appel d'offres.

Chaque membre votant du Comité remplit une grille d'évaluation pour enregistrer son évaluation de chaque offre technique afin d'établir une appréciation générale des forces et des faiblesses des offres techniques individuelles.

Le secrétaire du comité d'évaluation calcule la note finale globale, qui est la moyenne arithmétique des notes finales individuelles.

Des précisions pourront être demandées aux soumissionnaires lorsque l'offre n'est pas suffisamment claire et devra être précisée ou sa teneur complétée.

L'offre technique sera évaluée sur la base du barème suivant :

Barème :

Notation de chaque sous-critère de 0 à 5 (0 étant considéré comme la note la plus basse et 5 la note la plus haute), comme suit :

- 0 = Inexistant ou ne peut être évalué
- 1 = Insuffisant
- 2 = Partiellement insuffisant
- 3 = Satisfaisant
- 4 = Bon et avantageux
- 5 = Excellent

L'offre avec le score le plus élevé, considérée comme la meilleure offre technique, recevra **100 points**. Les autres offres reçoivent des points calculés selon la formule suivante :

Score technique = (score de l'offre technique considérée / score de la meilleure offre technique) x 100.

6.2 Evaluation financière des offres

À l'issue des soutenances, les enveloppes contenant les offres financières seront ouvertes. Toute erreur arithmétique sera corrigée sans pénalité pour le soumissionnaire.

L'évaluation financière sera évaluée sur **100 points**. L'offre la moins-disante obtiendra la note maximale, les notes des offres seront calculées selon la formule suivante :

$$Nf = Po/P \times 100$$

Dans laquelle :

Nf est la Note financière de l'offre évaluée ;

P est le Prix de l'offre évaluée ;

Po est le Prix de l'offre la moins-disante.

6.3 Sélection de la meilleure offre

L'offre la mieux-disante sera déterminée par l'application de la pondération suivante des critères de jugement des offres ci-après :

- Offre Technique : 40%
- Offre Financière : 60%

Pour les lots 1 & 5 (multi-attributaires) les 2 meilleures offres de chacun des lots seront retenues. Pour les lots 2, 3 et 4, la meilleure offre sera retenue.

Article 7. Négociation

Le cas échéant, une phase de négociation pourra être engagée suite à l'analyse des offres.

Article 8. Confidentialité

L'ensemble de la procédure d'évaluation est confidentiel. Les décisions du Comité d'Evaluation sont collectives et ses délibérations se tiennent à huis clos. Les membres du comité d'évaluation sont tenus au secret. Les rapports d'évaluation et les documents écrits, en particulier, ne sont destinés qu'à un usage officiel et ne peuvent être communiqués ni aux soumissionnaires ni à aucune autre partie que la CEB.

Article 9. Clauses déontologiques

- a) Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire d'obtenir des informations confidentielles, de conclure des accords illicites avec des concurrents ou d'influencer le comité d'évaluation ou la CEB au cours du processus d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres entraînera le rejet de sa candidature ou offre.
- b) Le candidat ou le soumissionnaire est tenu de s'assurer, d'une part, qu'il n'existe aucun conflit d'intérêts potentiel, d'autre part, qu'il n'a aucun lien spécifique avec d'autres soumissionnaires ou d'autres parties au projet.
- c) La CEB se réserve le droit de suspendre ou d'annuler le contrat si des pratiques de corruption de quelque nature qu'elles soient sont découvertes à n'importe quel stade du processus d'attribution ou lors de l'exécution du contrat. Pour les besoins de cette disposition, reportez-vous à la politique de la CEB sur la Conformité, qui peut être consultée à l'adresse www.coebank.org.
- d) La CEB se réserve le droit de suspendre ou d'annuler la procédure s'il s'avère que la procédure de passation a été entachée d'erreurs substantielles, d'irrégularités ou de fraude. Lorsque de telles erreurs substantielles, irrégularités ou fraudes sont découvertes après l'attribution du contrat, la CEB peut s'abstenir de conclure le contrat.

Article 10. Notification

Le ou les soumissionnaires retenus seront informés par écrit de l'acceptation de leur(s) offre(s).

La CEB informera également les soumissionnaires non retenus. Un délai suspensif de dix (10) jours sera appliqué au cours duquel les soumissionnaires pourront demander des éclaircissements sur l'évaluation de leur offre ou présenter des réclamations par écrit, s'ils estiment ne pas avoir été évalués de manière adéquate.

Article 11. Signature du contrat

Dès réception du contrat, les deux soumissionnaires retenus devront dater et signer le contrat et le retourner à la CEB dans les 5 jours.

Le non-respect, par les soumissionnaires retenus, de cette exigence peut entraîner l'annulation de la décision d'attribution du marché. Dans ce cas, la CEB peut attribuer l'offre à un autre soumissionnaire ou annuler la procédure d'appel d'offres.

Il est prévu que la signature du contrat se fasse électroniquement via l'outil DocuSign.

Article 12. Attribution des projets de travaux

L'attribution des projets de travaux sur les lots multi-attributaires se fera de la façon suivante :

- Travaux < 5.000 € HT : Pour tous les projets estimés à moins de 5.000 euros hors taxes, une répartition équilibrée des montants de opérations sera réalisée entre les différents titulaires du lot concerné sur toute la durée du marché. En cas de non réponse d'un titulaire, sous 3 jours ouvrés, la CEB se réserve le droit de consulter l'autre titulaire.
- Travaux ≥ 5.000 € HT : Une mise en concurrence pourra être effectuée, entre les différents titulaires du lot concerné, pour tous les projets estimés égaux ou supérieurs à 5.000 euros hors taxes. Les offres seront évaluées selon la pondération suivante :

- Prix 70 % (montant du devis)
- Technique 30 % (délais de réalisation des travaux, critères techniques spécifiques au chantier, ...).

L'offre la mieux-disante sera automatiquement retenue.

Article 13. Annulation de la procédure

En cas d'annulation de la procédure d'appel d'offres, les soumissionnaires seront informés par la CEB.

L'annulation peut survenir lorsque :

- la procédure d'appel d'offres n'a pas abouti, c'est-à-dire qu'aucune offre valable sur le plan qualitatif ou financier n'a été reçue ou qu'il n'y a aucune réponse valable;
- les données économiques ou techniques du projet ont fondamentalement changé;
- des circonstances exceptionnelles ou un cas de force majeure rendent impossible l'exécution normale du contrat;
- il y a eu des irrégularités dans la procédure, en particulier lorsque celles-ci ont empêché une concurrence loyale;
- l'attribution n'est pas conforme à une bonne gestion financière, c'est-à-dire qu'elle ne respecte pas les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacité (par exemple, le prix proposé par le soumissionnaire auquel le contrat sera attribué est objectivement disproportionné par rapport au prix du marché).

En aucun cas, la CEB ne pourra être tenue responsable de quelque dommage que ce soit, y compris et sans limitation, des dommages-intérêts pour manque à gagner, de quelque manière que ce soit lié à l'annulation d'une procédure d'appel d'offres même si la CEB a été informée de la possibilité de dommages et intérêts.

Lu et approuvé

Le

A

Signature d'une autorité habilitée à représenter le soumissionnaire et cachet du soumissionnaire :